

Lundi 19 décembre 2011 à 06h00
Par **CHRISTINE MORICE**

Saint-Médard-en-Jalles

10 000 euros pour FAI

La subvention à First Aquitaine Industrie, que la mouvance communiste n'a pas soutenue, et le vote du budget primitif 2012 ont alimenté les débats.



Les élus communistes estiment que FAI a touché assez de subventions publiques. PHOTO DR

Fidèles à la position qu'ils avaient prise dans la journée, lors du Conseil communautaire, les élus de la mouvance communiste ont voté contre la subvention de 10 000 euros allouée par la Ville de Blanquefort à First Aquitaine Industrie (FAI), lors du Conseil municipal de vendredi soir.

Ainsi, seuls Jacques Padie (PCF) et Marie-Ange Lambert (affiliée) ont dit non à cette aide accordée à Ford par le reste des élus, y compris l'opposition de droite et du centre.

PUBLICITÉ

Le conseiller municipal Gilles Penel, qui est aussi secrétaire du comité d'entreprise de FAI, a indiqué que, compte tenu de ses responsabilités, il ne participait pas au vote. Il a toutefois précisé qu'il soutenait la position de Jacques Padie, lequel venait de faire le bilan des aides publiques versées à l'entreprise blanquefortaise, soit « l'équivalent de 71 millions d'euros en vingt-cinq ans, sans compter les aides au titre de la formation ou du chômage partiel », pour voir, dans le même temps, le nombre des emplois chuter.

Car ce sont bien les subventions publiques dont à bénéficier FAI, au fil des années, qui heurtent les élus communistes. Gilles Penel a d'ailleurs souligné que « l'argent versé à HZ n'avait jamais été rendu ».

Pour Vincent Feltesse, il n'est pas question de « donner à Ford un chèque en blanc ». Il est précisé dans la délibération que cette participation sera mobilisée de manière proportionnelle à la mise en œuvre des emplois dans les cinq ans suivant l'achèvement des investissements. Le maire indique toutefois « qu'il n'a aucun problème à accorder une aide à une grande entreprise industrielle, à condition que cet argent soit pertinent ». Et lorsque Gilles Penel assure que Ford demandera encore de l'argent pour lancer les deux nouveaux projets industriels nécessaires au maintien de 1 000 emplois sur le site, le maire dit tout net que la collectivité ne donnera rien de plus. De leur côté, Jean-Christophe Guillaume (UMP) et Jean-Louis Albentosa (Modem) soutiennent le versement de cette subvention, estimant qu'il faut continuer à se battre sur ce dossier.

Budget primitif

Les élus d'opposition (centre et droite) n'ont pas voté, en revanche, le budget primitif. Les discussions, dans la droite ligne du débat d'orientations budgétaires, ont de nouveau porté sur le taux de réalisation. Le Modem reprochant régulièrement à la majorité de ne pas en faire assez. « On cherche les projets. Il faut souvent une loupe pour en trouver. Ce budget manque d'idées nouvelles. De plus, nous avons souvent l'impression que les vraies décisions se prennent à la Semi, à la CUB, à l'a-urba », a déclaré Jean-Louis

Albentosa.

Jean-Claude Guillaume, pour sa part, n'approuve pas les choix de la majorité. Il estime que l'on dépense trop pour la culture, par exemple, et pas assez pour la police municipale. Lorsque Véronique Ferreira fustige le désengagement de l'État, évoquant une baisse globale des dotations de l'ordre de 428 800 euros en fonctionnement, l'élue UMP estime que « le gros des recettes provient de l'État ». Il affirme aussi que la commune dispose d'un « potentiel fiscal de 2 millions d'euros ». Ce qui fait bondir le maire : « Cela reviendrait à augmenter la fiscalité de 25 % à Blanquefort ; ce n'est pas notre philosophie. En revanche, c'est peut-être celle du gouvernement que vous défendez. »

Autre sujet récurrent : le Modem a de nouveau proposé l'installation de caméras de vidéosurveillance dans la ville. Et le maire a répondu, comme à chaque fois, qu'il doutait de l'efficacité de ce dispositif sur le taux d'élucidation des enquêtes menées par les forces de l'ordre.

Pas de hausse d'impôts

En présentant son premier budget primitif, Véronique Ferreira, première adjointe chargée des finances, avait souligné que, en dépit de la crise, les tarifs municipaux et les taxes locales n'augmenteraient pas en 2012, comme c'est le cas depuis des années pour ces dernières. L'élue a estimé que la situation financière de la commune était « saine » avec un taux d'endettement peu élevé et une capacité d'autofinancement satisfaisante.

Au chapitre des investissements pour 2012, elle cite les travaux à la maternelle Saturne, l'extension de l'école de musique et de danse, le lancement de l'aménagement du centre-ville. Elle évoque aussi des dépenses qui « ne se voient pas forcément », comme l'enfouissement des réseaux. « Nous voulons mettre l'accent sur la proximité, le service public », affirme-t-elle, évoquant par exemple la mise en place de l'aide à domicile des personnes âgées sept jours sur sept.

La section investissement de ce budget s'équilibre à 5,4 M€ et la section fonctionnement à 24,1 M€.